

Israël, donnait à quelques victoires partielles, trop chèrement achetées, une importance erronée, une valeur qui n'existait pas.

Or, Ontario, le Gibraltar du libéralisme, la province qui n'avait jamais bronché, dont les comtés avaient été ingénieusement découpés pour le bon motif, Ontario vient de se donner virtuellement une administration censervatrice. Pour essayer de conserver le pouvoir, au moins par une voix, les faiseurs du clan Tarte en sont rendus aux expédients les plus attristants, les plus désespérés. Ils vont ouvrir des trous pour en boucher d'autres, ils cajolent l'unique indépendant élu et brûlent, à genoux, myrrhe et encens sous le bec de ce *rara avis* qui s'appelle Patron de l'Industrie.

Et tout indique que le Manitoba s'apprête à donner sous peu une semblable rossée aux prévaricateurs d'Ottawa.

Franchement, ça va encore plus vite que nous l'aurions cru ; le mécontentement, qui paraissait, à vue générale, n'être qu'en germe, se trouve rendu à cette pleine maturité qui donne des fruits.

L'honorable M. Laurier avait jeté le poids de son prestige et de sa parole dans la lutte, et qu'est-il arrivé ?

En plein Ottawa, sous la férule du gouvernement, en dépit des trucs et des empêchements de laisser voter dont un cabinet fédéral dispose chez lui, il est arrivé que, sur deux candidats libéraux, l'un est battu et l'autre n'a pu réunir qu'une douzaine de voix de majorité.

Puis, si on ose ouvrir le siège que possède au fédéral M. Belcourt, pour l'envoyer à Russell, le gouvernement Laurier sera, tout le fait prévoir, défait dans la capitale elle-même.

Que cela veut-il dire ? Tout simplement

que les vrais libéraux ne font que ce que le Seigneur menaçait de faire quand il disait : " Je méconnaîtrai ceux qui m'auront méconnu ! "

Le cabinet Laurier, mal conseillé par des intrus et leurs satellites, a méconnu le pays et le parti. Ne l'oublions pas : l'action d'un cabinet est double : elle s'exerce pour le pays et le parti.

Les intérêts du pays ne sont pas aussi séparés des intérêts d'un parti que certains le croient ou affectent de le croire.

Ainsi, le pays qui possède une excellente administration la doit à qui, sinon à ceux qui, pendant des années, ont fait des sacrifices de santé, d'argent, de savoir et d'activité pour préparer et décider la victoire des hommes qui composent cette administration.

Or, d'accord avec Ontario et des milliers de vrais libéraux d'ailleurs, nous déclarons que le gouvernement Laurier a méconnu pays et parti, c'est-à-dire programme et personnes.

Qu'on ne vienne pas nous objecter qu'il ne s'agissait que d'une élection provinciale. Comme, si en allant batailler un de ces matins en Afrique ou en Asie, certaines puissances européennes ne régleront pas de vraies difficultés de chez elles. D'ailleurs, il ne s'est pas encore trouvé un seul libéral de poids pour prêter : dre que la défaite d'Ontario n'a pas une signification essentiellement fédérale.

Qu'on étudie donc un peu ce qui se passe chez notre voisine depuis qu'elle a rendu son verdict. Qui se donne tant de mal pour essayer de réparer l'irréparable ? Est-ce le chef libéral d'Ontario ? Sont-ce ses lieutenants. Non, nous voyons se tremousser M. Tarte, M. Edward, député fédéral, M. Belcourt, député fédéral et d'autres du même clan.